



Verfassungsgerichtshof

**Entscheid Nr. 80/2026
vom 25. Juni 2026
Geschäftsverzeichnissnr. 8462**

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 53 und 67 des Programmdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 11. Dezember 2024 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf Unterricht, Schulgebäude, Forschung und Kultur », erhoben von der VoG « Fédération des Étudiant·e·s francophones ».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten Pierre Nihoul und Joséphine Moerman, und den Richtern Thierry Giet, Michel Pâques, Yasmine Kherbache, Danny Pieters, Sabine de Bethune, Emmanuelle Bribosia, Willem Verrijdt, Katrin Jadin, Magali Plovie und Frank Fleerackers, unter Assistenz des Kanzlers Frank Meersschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten Pierre Nihoul,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 9. April 2025 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 11. April 2025 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG « Fédération des Étudiant·e·s francophones », unterstützt und vertreten durch RA François Belleflamme, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 53 und 67 des Programmdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 11. Dezember 2024 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf Unterricht, Schulgebäude, Forschung und Kultur » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. Januar 2025).

Mit derselben Klageschrift beantragte die klagende Partei ebenfalls die einstweilige Aufhebung derselben Dekretsbestimmungen. In seinem Entscheid Nr. 99/2025 vom 26. Juni 2025 (ECLI:BE:GHCC:2025:ARR.099), veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 4. September 2025, hat der Gerichtshof die Klage auf einstweilige Aufhebung zurückgewiesen.

Es wurden keine Schriftsätze eingereicht.

Durch Anordnung vom 22. April 2026 hat der Gerichtshof nach Anhörung der referierenden Richter Emmanuelle Bribosia und Frank Fleerackers beschlossen, dass die Rechtssache verhandlungsreif ist, dass keine Sitzung abgehalten wird, außer wenn die klagende Partei innerhalb von sieben Tagen nach Erhalt der Notifizierung dieser Anordnung einen Antrag auf Anhörung eingereicht hat, und dass vorbehaltlich eines solchen Antrags die Verhandlung nach Ablauf dieser Frist geschlossen und die Rechtssache zur Beratung gestellt wird.

Da keine Sitzung beantragt wurde, wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Die Vorschriften des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, die sich auf das Verfahren und den Sprachengebrauch beziehen, wurden zur Anwendung gebracht.

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf das angefochtene Dekret und dessen Kontext

B.1.1. Die Nichtigkeitsklage betrifft die Regelung der Finanzierbarkeit der Studierenden im Hochschulwesen der Französischen Gemeinschaft, die mehrmals abgeändert wurde. Diese Regelung war ursprünglich im Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 11. April 2014 « zur Anpassung der Finanzierung der Hochschuleinrichtungen an die neue Organisation des Studiums » (nachstehend: Dekret vom 11. April 2014) festgelegt.

B.1.2. Dieselbe Regelung wurde anschließend durch das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 2. Dezember 2021 « zur Abänderung des Dekrets vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Hochschullandschaft und der akademischen Organisation des Studiums und sonstiger Rechtsvorschriften im Bereich des Hochschulwesens » (nachstehend: Dekret vom 2. Dezember 2021) reformiert, das Artikel 5 des Dekrets vom 11. April 2014 wie folgt abändert:

« Art. 5. § 1er. Outre les conditions prévues à l'article 3, un étudiant est finançable :

1. soit lorsqu'il s'inscrit à un cycle d'études, sans avoir été déjà inscrit à des études de même cycle au cours des cinq années académiques précédentes;

2. soit lorsqu'il a acquis la totalité des crédits lors de son inscription précédente dans ce cursus avec un programme annuel de l'étudiant minimum de 45 crédits, sauf en cas d'allègement;

3. soit lorsqu'il remplit des conditions de réussite académique suffisantes telles que décrites aux paragraphes suivants.

§ 2. L'étudiant inscrit à un premier cycle d'études conduisant à un grade académique déterminé de 180 crédits ne remplit plus les conditions de réussite académique suffisantes lorsqu'il se trouve dans l'une des hypothèses suivantes :

1. au terme de sa première inscription dans ce cursus, il n'a pas acquis ou valorisé les crédits associés à une unité d'enseignement minimum parmi les unités d'enseignement du premier bloc annuel;

2. au terme de deux inscriptions dans le premier cycle, il n'a pas acquis ou valorisé les 60 premiers crédits du premier bloc annuel de son cursus;

3. au terme de quatre inscriptions dans le premier cycle, il n'a pas acquis ou valorisé 120 crédits de son cursus;

4. au terme de cinq inscriptions dans le premier cycle, il n'a pas acquis ou valorisé la totalité des crédits de son cursus.

Par exception à l'alinéa 1er, 2°, au terme de deux inscriptions dans le premier cycle, peut être considéré comme remplissant des conditions de réussite suffisantes, moyennant accord du jury :

1° l'étudiant visé à l'article 100, § 1er, alinéa 4 ou 5, du décret du 7 novembre 2013 qui a acquis ou valorisé 60 crédits dont au moins 50 crédits du premier bloc annuel;

2° l'étudiant visé à l'article 100, § 1er, alinéa 6, du même décret qui a acquis ou valorisé au moins 50 crédits du premier bloc annuel, sous réserve des conditions complémentaires fixées par le jury qui peut lui imposer l'inscription à des activités d'aide à la réussite prévues à l'article 148.

Dans ces cas, le solde des crédits du 1er bloc annuel doit être intégralement obtenu au cours de l'année académique suivante pour continuer à remplir les conditions de réussite suffisantes.

Le jury procède à une analyse des résultats de chacun des étudiants qui pourraient bénéficier des exceptions précisées à l'alinéa 2, 1° et 2°.

Outre les conditions visées à l'alinéa 1er, 1° à 3°, l'étudiant inscrit à un premier cycle d'études conduisant à un grade académique déterminé de 240 crédits ne remplit plus les conditions de réussite suffisantes lorsqu'il se trouve dans l'une des hypothèses suivantes :

1. au terme de six inscriptions dans le premier cycle, il n'a pas acquis ou valorisé 180 crédits de son cursus;

2. au terme de sept inscriptions dans le premier cycle, il n'a pas acquis ou valorisé la totalité des crédits de son cursus.

L'étudiant inscrit à des études de spécialisation de premier cycle ne remplit plus les conditions de réussite suffisantes lorsqu'au terme de deux inscriptions dans le premier cycle, il n'a pas acquis ou valorisé la totalité des crédits de son cursus.

§ 3. L'étudiant inscrit à un deuxième cycle d'études conduisant à un grade académique déterminé ne remplit plus les conditions de réussite suffisantes lorsqu'il se trouve dans l'une des hypothèses suivantes :

1. au terme de deux inscriptions dans le deuxième cycle, il n'a pas acquis ou valorisé 60 crédits de son cursus, dont, le cas échéant, ceux du programme complémentaire visé à l'article 111 du décret du 7 novembre 2013 précité;

2. au terme de quatre inscriptions dans le deuxième cycle, il n'a pas acquis ou valorisé 120 crédits de son cursus;

3. au terme de six inscriptions dans le deuxième cycle, il n'a pas acquis ou valorisé la totalité des crédits de son cursus.

Lorsque des conditions complémentaires d'accès sont prévues en application de l'article 111 du décret du 7 novembre 2013 précité, l'étudiant bénéficie :

1. d'une inscription supplémentaire lorsque ces conditions complémentaires représentent 30 crédits supplémentaire[s] au maximum;

2. de deux inscriptions supplémentaires lorsque les conditions complémentaires représentent de 31 à 60 crédits supplémentaires.

§ 4. Pour l'application des §§ 2 et 3, ne sont pas prises en compte les inscriptions au cours des années académiques précédentes qui ont conduit à l'obtention d'un grade académique.

§ 5. En cas de réorientation, l'étudiant visé aux paragraphes 2 et 3 bénéficie d'une inscription supplémentaire. Ce bénéfice n'est toutefois accordé qu'une seule fois sur la durée du cycle concerné. Par dérogation au paragraphe 2, alinéa 1er, 2°, l'étudiant qui se réoriente après la deuxième inscription dans le cycle de bachelier doit acquérir ou valoriser au minimum 50 premiers crédits de son cursus au terme de trois inscriptions au maximum dans le cycle, et les 60 premiers crédits de son cursus au terme de quatre inscriptions au maximum.

Pour l'application du présent paragraphe, la réorientation vise l'hypothèse prévue à l'article 102, § 3, du décret du 7 novembre 2013 ou celle dans laquelle un étudiant s'inscrit en début d'année académique à un programme d'études menant à un grade académique sans y avoir été déjà inscrit mais en ayant déjà été inscrit à un autre programme d'études.

Par ailleurs, lorsqu'un étudiant est en situation d'allègement de programme en application de l'article 150 sans réorientation ou de l'article 151 du décret du 7 novembre 2013, il bénéficie d'une demi-inscription supplémentaire dans le cycle concerné. Dans le calcul du cycle, la somme des inscriptions supplémentaires est arrondie à l'entier supérieur.

§ 6. L'étudiant qui s'inscrit en premier cycle d'études sur la base des conditions visées à l'article 107 du décret du 7 novembre 2013 est réputé avoir été régulièrement inscrit pour chaque année académique qui suit l'obtention du diplôme, titre ou certificat visé dans ces conditions d'accès, à un programme annuel de 60 crédits des études visées, sauf pour les années pour lesquelles il apporte la preuve qu'il n'a été inscrit à aucune activité d'enseignement supérieur ou concours ou épreuve d'accès à celui-ci au cours de l'année visée. Il s'agit d'activités ou de concours ou d'épreuves d'accès tant en Communauté française qu'en dehors de celle-ci. Cette preuve peut être apportée par tout document officiel probant ou, en l'absence de document [dûment] justifiée pour des raisons de force majeure, par une déclaration sur l'honneur de l'étudiant témoignant de l'impossibilité matérielle de fournir un tel document.

§ 7. Par dérogation au § 2, alinéa 1er, 2° à 4°, l'étudiant, inscrit pour la première fois dans une première année de premier cycle, et qui, à l'issue de cette année, a acquis au moins 45 crédits des 60 premiers crédits du programme d'études en sciences vétérinaires, mais qui n'a pas reçu d'attestation d'accès à la suite du programme de cycle, bénéficie d'une inscription supplémentaire.

§ 8. Pour les étudiants visés à l'article 100, § 3 du décret du 7 novembre 2013, le respect des conditions de finançabilité de l'étudiant est vérifié séparément dans chacun des deux cycles ».

Dieses Dekret ist mit Wirkung vom akademischen Jahr 2022-2023 in Kraft getreten (Artikel 30). Artikel 27 enthielt jedoch eine Übergangsregelung mit folgendem Wortlaut:

« Les étudiants déjà inscrits dans un cycle d'études en Communauté française à l'entrée en vigueur du présent décret restent soumis aux dispositions du décret du 11 avril 2014 applicables la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, tant qu'ils sont dans ce cycle d'études et au plus tard jusqu'à l'année académique 2023-2024 incluse ».

B.1.3. Das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 31. Mai 2024 « zur Verbesserung der Zugänglichkeit des Studiums, zur Gewährleistung der Finanzierbarkeit der Studierenden und zur Einführung einer bezifferten Steuerung » (nachstehend: Dekret vom 31. Mai 2024) setzt das Inkrafttreten des Dekrets vom 2. Dezember 2021 teilweise und vorübergehend aus und bestimmt:

« [...] »

Art. 2. L'article 27 du décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur est complété par la phrase suivante :

‘ Ceux de ces étudiants qui étaient inscrits et finançables au cours de cette dernière année académique sont réputés finançables en vue de leur inscription dans le même cursus lors de l'année académique 2024-2025 ’.

Art. 3. Les étudiants finançables inscrits au cours de l'année académique 2023-2024 et qui n'ont pas valorisé ou acquis au terme de deux inscriptions dans le premier cycle les 60 premiers crédits du premier bloc annuel de leur cursus sont considérés, par dérogation à l'article 5, § 2, alinéa 1, 2. du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021 comme remplissant les conditions de réussite suffisantes au sens de l'article 5, § 1er, 3. du même décret du 11 avril 2014 en vue de leur inscription lors de l'année académique 2024-2025 pour autant qu'ils aient valorisé ou acquis au moins 45 crédits de leur cursus.

Art. 4. A l'article 5, § 1er, 2., du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études, les mots ' avec un programme annuel de l'étudiant minimum de 45 crédits, sauf en cas d'allègement ' sont abrogés.

Art. 5. A l'article 5, § 5, alinéa 1er, du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études, les modifications suivantes sont apportées :

1° la première phrase est complétée par les mots suivants ' ou, s'il se réoriente après la deuxième inscription dans le premier cycle, de deux inscriptions supplémentaires '.

2° la dernière phrase est abrogée.

[...]

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur pour l'année académique 2024-2025 ».

B.1.4. In den Vorarbeiten zum Dekret vom 31. Mai 2024 heißt es:

« Le décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur a notamment réformé les règles de finançabilité des étudiants. Le décret précité est entré en vigueur au cours de l'année académique 2022-2023. À ce jour, plusieurs éléments nécessitent d'être adaptés afin de prendre en compte les incertitudes qui demeurent quant aux impacts de la réforme sur le nombre d'étudiants finançables ou devant se réorienter à l'issue de l'année académique 2023-2024. Les mesures pourraient s'avérer particulièrement contre-productives pour les étudiants déjà avancés dans leur trajectoire de réussite, mais qui seraient pourtant déclarés non finançables. À cet effet, la présente proposition vise à suspendre pour une durée d'un an certaines dispositions du décret du 7 novembre 2013 et vise à établir des données chiffrées afin d'évaluer les conséquences sur l'accessibilité à l'enseignement supérieur de l'application des nouvelles règles et ce sans attendre l'évaluation du nouveau dispositif par l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) prévue au cours de l'année académique 2026-2027 » (*Parl. Dok.*, Parlement der Französischen Gemeinschaft, 2023-2024, Nr. 703/1, S. 1)

Die Erwähnung der zwei zusätzlichen Einschreibungen in Artikel 5 des Dekrets wurde infolge eines Abänderungsantrags eingefügt, der wie folgt begründet wurde:

« Le CRef [Conseil des rectrices et recteurs francophones] préconise ‘ la mise en œuvre d’une phase de transition pour certaines cohortes, d’une instruction spécifique des situations particulières, et d’un assouplissement des conditions de “ finançabilité ” en cas de réorientation vers un autre type d’enseignement ’.

Le présent amendement vise à traduire cette demande d’assouplissement, sans revenir à un système de remise à zéro des compteurs, en ajoutant une inscription aux balises de finançabilité des étudiants en réorientation. En effet, le décret de 2014, tel que modifié en 2021, se révèle trop strict pour les situations de réorientation qu’il prétend pourtant encourager.

En effet, la réorientation peut s’accompagner de difficultés de prise en main du nouveau champ disciplinaire abordé et il convient de permettre à l’étudiant une prise en main progressive. Or, le décret de 2014 réformé rend la situation de l’étudiant en réorientation plus difficile puisqu’il lui revient de réussir les cinquante premiers crédits de son cursus du premier coup, sans qu’aucune marge de manœuvre ne soit laissée au jury pour y déroger. Ce resserrement excessif risque de peser singulièrement sur la situation budgétaire des hautes écoles vers lesquelles se réorientent de nombreux étudiants ayant commencé leur parcours au sein d’une université. Celles des hautes écoles qui accueillent ces publics devraient le faire sur fonds propres, tant du point de vue de l’encadrement que des subsides sociaux.

Par ailleurs, le décret actuel ne semble pas envisager la situation de l’étudiant qui se réoriente au terme de sa 3^e inscription. Il peut notamment s’agir d’un étudiant qui aurait eu besoin de deux inscriptions pour pleinement s’adapter au rythme académique et obtenir ses 60 premiers crédits, puis aurait réussi tout ou l’essentiel de ses crédits de deuxième bloc, mais aurait pris conscience d’un déficit d’intérêt pour le champ disciplinaire choisi. Cette réorientation entraîne, selon le texte actuel, le bénéfice d’une inscription supplémentaire et l’exigence qu’au terme de sa troisième inscription, l’étudiant doit avoir obtenu ses 50 premiers crédits. Or, dans ce cas, l’étudiant ne satisfait plus à cette condition puisqu’il cumule quatre inscriptions.

Cela empêche dans les faits toute réorientation ultérieure à la deuxième inscription. La possibilité de bénéficier de deux inscriptions supplémentaires signifie qu’il pourra profiter de cette quatrième inscription pour conclure ses 60 premiers crédits » (*Parl. Dok.*, Parlement der Französischen Gemeinschaft, 2023-2024, Nr. 703/2, SS. 7 und 8)

B.1.4. Die Regelung der Finanzierbarkeit wurde durch das angefochtene Programmdekret der Französischen Gemeinschaft vom 11. Dezember 2024 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf Unterricht, Schulgebäude, Forschung und Kultur » (nachstehend: Programmdekret vom 11. Dezember 2024) erneut reformiert. Die klagende Partei beantragt die Nichtigerklärung der Artikel 53 und 67 des Programmdekrets vom 11. Dezember 2024, die bestimmen:

« Art. 53. Le décret du 31 mai 2024 en vue de renforcer l’accessibilité aux études, de garantir la finançabilité des étudiants et d’instaurer un pilotage chiffré est abrogé à l’exception des articles 4 et 10 ».

« Art. 67. [...]»

i) l'article 53 entre en vigueur à partir de l'année académique 2025-2026;

[...]».

Demzufolge ist das in B.1.2 erwähnte Dekret vom 2. Dezember 2021 ab dem Beginn des akademischen Jahres 2025-2026 erneut wirksam.

B.1.6. Schließlich hat das nicht angefochtene Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 23. Januar 2025 « zur Festlegung verschiedener Maßnahmen im Bereich des Hochschulwesens und der Forschung » das Dekret vom 11. April 2014 nochmals abgeändert.

Dieses Dekret ist ab dem akademischen Jahr 2023-2024 wirksam (Artikel 33). Es wirkt sich nicht auf die vorliegende Rechtssache aus.

B.2.1. Die im Dringlichkeitsverfahren angerufene Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates hat in ihrem Gutachten zum Dekretsvorentwurf, der zum Programmdekret vom 11. Dezember 2024 geführt hat, folgende Bemerkungen geäußert:

« Il va de soi qu'une telle abrogation ne peut avoir de conséquences pour les étudiants valablement inscrits lors de l'année académique 2024-2025 qui ont pu l'être en vertu du décret du 31 mai 2024.

Afin d'éviter toute insécurité juridique sur ce point, la disposition gagnerait par conséquent à viser spécifiquement les dispositions du décret du 31 mai 2024 qui sont sans conséquence pour les situations déjà acquises depuis l'entrée en vigueur de ce même décret.

Pour le surplus, l'attention est attirée sur le fait que plusieurs dispositions du décret du 31 mai 2024 se présentent comme des dispositions modificatives d'autres dispositions décrétales. En tant que telles, ces dispositions du décret du 31 mai 2024 se sont donc incorporées dans le texte qu'elles modifient de telle sorte qu'elles n'ont plus d'existence autonome dans l'ordonnancement juridique. Partant, si l'objectif est d'abroger ces dispositions, il s'agit de le prévoir à l'égard de chacune des dispositions modifiées par le décret du 31 mai 2024 elles-mêmes. » (StR, Gutachten Nr. 77.160/2-4 vom 4. November 2024, S. 18).

B.2.2. Laut der Begründung des Programmdekrets vom 11. Dezember 2024 bezwecken die Bestimmungen bezüglich der Finanzierbarkeit der Studierenden die « Abschaffung des Dekrets vom 31. Mai 2024 im Hinblick auf die Verbesserung der Zugänglichkeit des Studiums,

die Gewährleistung der Finanzierbarkeit der Studierenden und die Einführung einer bezifferten Steuerung, mit Ausnahme von zwei Bestimmungen. Ziel ist es, zu der im Dekret vom 2. Dezember 2021 vorgesehenen Regelung zurückzukehren, gemäß der Konzertierung mit dem Sektor » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2024-2025, Nr. 34/1, S. 13). Es wurde Folgendes hinzugefügt:

« En effet, les modifications prévues dans le décret du 31 mai 2024 précité contribuent à allonger la durée des études, accentuer la précarité étudiante et induire un risque de stagnation des étudiants en bloc 1, dans une phase où justement, les besoins en termes d'aide à la réussite, d'encadrement et de capacité d'accueil sont les plus importants. Par ailleurs, l'augmentation de la population étudiante finançable provoquée par le décret du 31 mai 2024 précité implique des coûts directs à charge de la Communauté française, à savoir sur le montant des subsides sociaux et la réduction des droits d'inscriptions pour les étudiants de condition modeste.

Par conséquent, le retour à la réforme de 2021, s'il a pour but de permettre à l'étudiant de s'inscrire au plus tôt sur une trajectoire de réussite, aura également un impact budgétaire positif sur les finances de la Communauté française dès le budget 2025, en évitant les réorientations tardives et le maintien à long terme dans les études des étudiants.

Enfin, il est nécessaire que les étudiants soient informés au plus tôt dans l'année académique des règles qui seront d'application à la prochaine rentrée, afin de les encourager à réussir leurs examens, dès la session de janvier 2025.

En réponse à l'avis du Conseil d'État n° 77.160/2-4 du 4 novembre 2024, il convient de rappeler que les articles 2 et 3 du décret du 31 mai 2024 sont des dispositions temporaires applicables uniquement pour l'année académique 2024-2025. Dans la mesure où l'abrogation du décret du 31 mai 2024 entre en vigueur à partir de l'année 2025-2026, cette abrogation n'aura pas de conséquences pour les étudiants valablement inscrits lors de l'année 2024-2025 en vertu de ce décret. Il en va de même pour les articles 6, 7 et 8 du décret du 31 mai 2024, qui prévoient un financement unique et exceptionnel en 2024 au bénéfice des établissements d'enseignement supérieur. En ce qui concerne l'abrogation de l'article 5 du décret du 31 mai 2024, il s'agit bien de revenir à la règle de la réorientation telle qu'elle était prévue par le décret du 2 décembre 2021, avant que le décret du 31 mai 2024 ne modifie l'article 5 du décret du 11 avril 2014. À partir de la rentrée 2025-2026, l'article 5, § 5, alinéa 1er, du décret du 11 avril 2014, tel que remplacé par le décret du 2 décembre 2021, sera donc d'application » (ebenda, S. 35).

Zur Hauptsache

In Bezug auf den ersten Klagegrund

B.3. Die klagende Partei leitet einen ersten Klagegrund ab aus einem Verstoß durch die Artikel 53 und 67 des Programmdekrets vom 11. Dezember 2024 gegen die Artikel 10, 11 und

24 § 4 der Verfassung. Sie bringt vor, dass zwei Folgen dieser angefochtenen Bestimmungen ab dem Beginn des akademischen Jahres 2025-2026 für die zu Beginn des akademischen Jahres 2024-2025 eingeschriebenen Studierenden diskriminierend seien: Einerseits « wird ein Studierender, der sich zum zweiten Mal in einem ersten Ausbildungsweg eingeschrieben hat, sich neu orientieren können, aber er hat nur noch eine einzige Einschreibung, um finanzierbar zu sein (weil er seine 50 Erstkredite in einem Jahr erwerben müssen, um finanzierbar zu bleiben) » und andererseits « wird ein Studierender, der sich ein drittes Mal in einem ersten Ausbildungsweg eingeschrieben hat, *de facto* daran gehindert, sich neu zu orientieren, weil er mindestens 50 Erstkredite seines Kursus am Ende von höchstens drei Einschreibungen im Zyklus erwerben oder in Wert setzen muss, um finanzierbar zu sein ».

B.4. Um den Erfordernissen nach Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof zu entsprechen, müssen die in der Klageschrift vorgebrachten Klagegründe angeben, welche Vorschriften, deren Einhaltung der Gerichtshof gewährleistet, verletzt wären und welche Bestimmungen gegen diese Vorschriften verstoßen würden, und darlegen, in welcher Hinsicht diese Vorschriften durch die fraglichen Bestimmungen verletzt würden.

Wenn angeführt wird, dass ein Behandlungsunterschied gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstößt, müssen in der Regel die zu vergleichenden Kategorien von Personen genau identifiziert werden und muss dargelegt werden, in welcher Hinsicht die angefochtene Bestimmung einen Behandlungsunterschied zur Folge hat, der diskriminierend ist.

B.5. Die klagende Partei identifiziert nicht auf klare und eindeutige Weise die Kategorien von Personen, mit denen die zu Beginn des akademischen Jahres 2024-2025 eingeschriebenen Studierenden, die ab dem Beginn des akademischen Jahres 2025-2026 erneut dem Dekret vom 2. Dezember 2021 unterliegen, zu vergleichen sind. Der erste Klagegrund ist somit unzulässig.

In Bezug auf den zweiten Klagegrund

B.6. Der zweite Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß durch die angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 10, 11 und 24 § 4 der Verfassung, an sich oder in Verbindung

mit den Grundsätzen der Rechtssicherheit, des berechtigten Vertrauens und der Vorsorge, indem sie keine Übergangsregelung für Studierende vorsehen würden, die sich zu Beginn des akademischen Jahres 2024-2025 eingeschrieben haben, ohne von der Änderung der Finanzierbarkeitsbedingungen ab dem Beginn des nächsten akademischen Jahres in Kenntnis zu sein.

B.7.1. Die Artikel 10 und 11 der Verfassung gewährleisten den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung. Artikel 24 § 4 der Verfassung ist eine besondere Anwendung dieses Grundsatzes im Unterrichtswesen.

Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung schließt nicht aus, dass ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen, wenn feststeht, dass die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.7.2. Es obliegt grundsätzlich dem Gesetzgeber, wenn er beschließt, eine neue Regelung einzuführen, zu beurteilen, ob es notwendig oder sachdienlich ist, diese mit Übergangsmaßnahmen zu versehen. Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung wird nur verletzt, wenn die Übergangsregelung oder ihr Fehlen zu einem nicht vernünftig zu rechtfertigenden Behandlungsunterschied führt oder wenn der Grundsatz des berechtigten Vertrauens übermäßig beeinträchtigt wird. Der Vertrauensgrundsatz steht in engem Zusammenhang mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit, der es dem Gesetzgeber verbietet, ohne objektive und vernünftige Rechtfertigung das Interesse der Rechtsunterworfenen daran, die Rechtsfolgen ihrer Handlungen vorhersehen zu können, zu beeinträchtigen.

B.8. Aus der Nichtigkeitsklageschrift geht hervor, dass das angeführte berechtigte Vertrauen der Studierenden, die sich zu Beginn des akademischen Jahres 2024-2025 eingetragen haben, zwei besondere Situationen betrifft, die mit ihrer Finanzierbarkeit zu Beginn des akademischen Jahres 2025-2026 verbunden sind. Der Gerichtshof prüft sie nacheinander.

B.9. Der zweite Klagegrund betrifft zunächst die Situation der Studierenden, die sich zu Beginn des akademischen Jahres 2024-2025 nach einer zweiten Einschreibung im ersten Zyklus neu orientiert haben und sich gemäß Artikel 5 des Dekrets vom 31. Mai 2024 auf den Vorteil von « zwei zusätzlichen Einschreibungen » verlassen konnten, ohne eine Mindestanzahl von Krediten erwerben oder in Wert setzen zu müssen. Durch die Wirkung der angefochtenen Bestimmungen ist das Dekret vom 2. Dezember 2021 ab dem Beginn des akademischen Jahres 2025-2026 auf sie anwendbar, einschließlich der Bedingung, « mindestens 50 Erstkredite [ihres] Kursus am Ende von höchstens drei Einschreibungen im Zyklus und 60 Erstkredite [ihres] Kursus am Ende von höchstens vier Einschreibungen zu erwerben oder in Wert zu setzen ». Demzufolge sind ihre Finanzierbarkeit zu Beginn des akademischen Jahres 2025-2026 sowie die Möglichkeit für diese Studierenden, sich zu diesem Zeitpunkt wieder neu zu orientieren, abhängig vom Bestehen der Prüfungen während des akademischen Jahres 2024-2025, wobei sie diese Situation nicht vorhersehen konnten, zumal das angefochtene Dekret zu einem Zeitpunkt veröffentlicht wurde, zu dem die Januarsession bereits angefangen hatte.

B.10. Aus den in B.1.4 erwähnten Vorarbeiten zum Dekret vom 31. Mai 2024 geht hervor, dass die Absicht des Dekretgebers darin bestand, die Situationen der sich neu orientierenden Studierenden zu erleichtern und insbesondere die Möglichkeit einer Neuorientierung nach einer zweiten Einschreibung einzuführen. Aus denselben Vorarbeiten sowie aus Artikel 10 des Dekrets vom 31. Mai 2024 geht jedoch hervor, dass dieses eine zeitliche Begrenzung auf ein Jahr aufwies, bevor das Dekret vom 2. Dezember 2021, das die Bedingungen des Erwerbs oder der Inwertsetzung einer Mindestanzahl von Krediten enthält, erneut angewandt werden konnte. Daraus ergibt sich, dass nur der Vorteil von zwei zusätzlichen Einschreibungen für die Studierenden, die sich zu Beginn des akademischen Jahres 2024-2025 nach einer zweiten Einschreibung im ersten Zyklus neu orientiert haben, für sie eine berechnete Erwartung für das nächste akademische Jahr darstellt. Der Dekretgeber hat dieser berechtigten Erwartung ohne objektive und sachliche Rechtfertigung Abbruch getan.

B.11. Am 25. April 2025 hat die Ministerpräsidentin der Französischen Gemeinschaft im Parlament Folgendes erklärt:

« Mon cabinet a déjà donné la consigne aux commissaires et délégués du gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur – universités, hautes écoles et écoles

supérieures des arts (ESA) – de préserver les droits acquis par les étudiants, pour leur réorientation en 2024-2025, après deux inscriptions dans le premier cycle » (*Parl. Dok.*, Parlement der Französischen Gemeinschaft, Ausschuss für Haushalt, Hochschulwesen und Schulgebäude, 2024–2025, CRIC Nr. 76, S. 24).

Diese Richtlinie wurde anschließend in ihrer Fassung vom Mai 2025 den Hochschuleinrichtungen durch das Vereinigte Kollegium der Kommissare und Beauftragten der Regierung bei den Universitäten, den Hochschulen und den Kunsthochschulen mitgeteilt:

« [...] les étudiants de premier cycle ayant bénéficié de deux inscriptions supplémentaires pour rencontrer les différentes balises prévues à l'article 5 du présent Décret continueront à en bénéficier, à condition qu'ils se soient réorientés après une deuxième inscription au minimum, soit au début de l'année académique 2024-2025, soit au cours de cette même année. Ce droit sera cependant perdu en cas de nouvelle réorientation et/ou d'interruption » (« Vade-mecum du Collège réuni des Commissaires et Délégués du Gouvernement près les Universités, les Hautes Écoles et les Écoles supérieures des Arts », Mai 2025, S. 8).

B.12. Die angefochtenen Bestimmungen verstoßen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit dem Grundsatz des berechtigten Vertrauens, indem sie keine Übergangsregelung für Studierende vorsehen, die sich zu Beginn des akademischen Jahres 2024-2025 nach einer zweiten Einschreibung im ersten Zyklus neu orientiert haben.

B.13.1. Der zweite Klagegrund betrifft anschließend die Situation der Studierenden, die sich 2024-2025 ein drittes Mal in einem ersten Ausbildungsweg eingeschrieben haben. Diese können sich zu Beginn des akademischen Jahres 2025-2026 nicht neu orientieren, weil sie in Anwendung von Artikel 5 § 2 des Dekrets vom 2. Dezember 2021, um finanzierbar zu sein, mindestens 50 Erstkredite ihres Kursus am Ende von höchstens drei Einschreibungen im Zyklus erwerben oder in Wert setzen müssen.

B.13.2. Im Gegensatz zu dem, was die klagende Partei behauptet, konnten sich die Studierenden, die sich 2024-2025 ein drittes Mal in einem ersten Ausbildungsweg eingeschrieben haben, nicht darauf verlassen, noch in den Vorteil einer Einschreibung zu gelangen, um sich 2025-2026 neu zu orientieren. Obwohl Artikel 2 des Dekrets vom 31. Mai 2024 sich tatsächlich auf diese Studierenden bezog, indem sie als « finanzierbar im Hinblick auf ihre Einschreibung im selben Kursus während des akademischen Jahres 2024-2025 » angesehen wurden, bezog sich Artikel 5 desselben Dekrets nämlich nicht auf sie, da dieser die sich neu orientierenden Studierenden betraf. Wie in B.10 erwähnt wurde, betraf das

Dekret vom 31. Mai 2024 insbesondere diese Kategorie von Studierenden. Außerdem wies es eine zeitliche Begrenzung auf ein Jahr auf, bevor das Dekret vom 2. Dezember 2021, das die Bedingungen des Erwerbs oder der Inwertsetzung einer Mindestanzahl von Krediten enthält, erneut angewandt werden konnte.

B.13.3. Demzufolge hat das Dekret vom 31. Mai 2024 für die Studierenden, die sich 2024-2025 ein drittes Mal in einem ersten Ausbildungsweg eingeschrieben haben, zu keinem Zeitpunkt die berechtigte Erwartung entstehen lassen, sich 2025-2026 neu orientieren zu können, weshalb das Nichtvorhandensein einer Übergangsregelung für sie nicht gegen die Artikel 10, 11 und 24 § 4 der Verfassung verstößt.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

1. erklärt die Artikel 53 und 67 des Programmdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 11. Dezember 2024 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf Unterricht, Schulgebäude, Forschung und Kultur » für nichtig, insofern sie keine Übergangsregelung für Studierende vorsehen, die sich zu Beginn des akademischen Jahres 2024-2025 nach einer zweiten Einschreibung im ersten Zyklus neu orientiert haben;

2. weist die Klage im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 25. Juni 2026.

Der Kanzler,

Der Präsident,

Frank Meersschaut

Pierre Nihoul